



**Pour l'emploi, les salaires, les pensions,
la protection sociale, les services publics**

29 novembre 2014

Des alternatives existent : ensemble imposons-les !

**Manifestation
RDV au Mans à 14H30
Place de la République**

Ils nous disent que les entreprises ne peuvent plus investir à cause du coût du travail... Mais pourtant...

En 2013, les rémunérations distribuées aux actionnaires ont augmenté de 30,3 %. Ce résultat place la France comme le pays d'Europe qui a versé le plus de dividendes. Et l'Europe a elle-même été la zone la plus prodigue de la planète.

Cherchez l'erreur !

La situation de l'emploi en Sarthe continue de se dégrader

Les plans de licenciements, les restructurations se multiplient notamment dans le sud de notre département, sans que les salarié-es aient leur mot à dire sur la vitalité de leur entreprise. Ainsi Gastronome qui aurait touché 30 millions d'euros au titre du CICE s'apprête à licencier 165 salarié-es sur son site de Luché-Pringé ! Cette entreprise vient grossir une liste déjà trop longue : Candia, Warner, Altia, Harman Becker, Brose, Mory Ducros, B Call, ou encore les transports Canet... des menaces et parfois même des certitudes de suppressions d'emplois impactent un tissu industriel déjà très fragilisé.

3,7 milliards de moins pour les collectivités locales

Le budget 2015 va augmenter le risque d'asphyxie financière des collectivités. Les effets seront dévastateurs au niveau des investissements et des services publics tout en renforçant les inégalités sociales et territoriales.

Par ricochet, l'emploi privé, notamment dans le BTP va subir de plein fouet une baisse des commandes ! Idem dans le secteur associatif : service d'aide à la personne par exemple.

5,5 millions de chômeurs-es...

Le chômage progresse sans discontinuer depuis près de 6 ans, touchant tout particulièrement les jeunes et les personnes de plus de 50 ans, et ce malgré l'augmentation des radiations à Pôle Emploi, le renforcement et multiplication des contrôles. Notre département est loin d'être épargné. Or ce sont les victimes qui sont montrées du doigt. La stigmatisation et la culpabilisation des demandeurs-es d'emplois vise à détourner l'opinion publique des vraies causes du problème...

3,2 milliards de moins pour l'assurance maladie

Avec l'espérance de vie qui progresse conjuguée à l'utilisation des nouvelles technologies, les dépenses de santé ne pourront pas baisser. C'est donc les restants à charge des patient-es qui vont exploser. C'est la porte ouverte à la casse de la sécurité sociale via les complémentaires santé !

L'Emploi public : l'exemple à ne pas suivre...

L'étranglement budgétaire dans la Fonction Publique Hospitalière conduit à des plans sociaux par le non renouvellement des contractuels, des départs en retraite ... Des milliers d'emplois sont concernés. Sur le versant de l'État, les secteurs décrétés non prioritaires – de loin les plus nombreux – continuent de subir des suppressions massives et dangereuses. Dans la Fonction publique territoriale, les coupes dans les dotations financières conduisent à un nombre croissant de plans de réduction de l'emploi. Partout, la précarité est malheureusement toujours à l'ordre du jour.

Une autre politique salariale : une urgence sociale !

Alors que profits flambent, l'immense majorité des salarié-es se serre la ceinture. La trop faible augmentation du SMIC en janvier dernier ne suit même pas l'inflation. Le gel de la valeur du point dans la fonction publique, entamé en 2010 est maintenu jusqu'en 2017, conjugué à l'augmentation des cotisations dans le cadre de la réforme des retraites, se traduit par une baisse conséquente de revenus.

Résultat : les pertes de pouvoir d'achat s'accumulent comme jamais, les qualifications ne sont plus reconnues, les déroulements de carrière sont étriqués. Un nombre considérable de salarié-es ne peuvent plus joindre les deux bouts.

Moins 700 millions pour les prestations sociales

Réduction de la prime de naissance, restrictions sur les conditions de versement du congé parental... Sous couvert d'une plus grande équité ces mesures visent surtout à faire des économies et mettront bon nombre de ménages en difficultés.

A quand la revalorisation des pensions ?

Alors qu'auparavant les pensions étaient revalorisées chaque 1er avril, la loi du 20 janvier 2014 a d'abord repoussé cette date au 1er octobre. Puis, le gouvernement a décidé du gel des pensions de retraites jusqu'au 1er octobre 2015. Les mesures annoncées comme la revalorisation du minimum vieillesse de +1% ou la prime exceptionnelle pour les 6 millions et demi de retraité-es percevant moins de 1 200€ mensuels ne sont pas à la hauteur des attentes et de la dégradation du niveau de vie des retraité-es. De même, la prime exceptionnelle de 40 € (3,3€ mensuels sur un an !) ne sera versée qu'une fois.

C'est bien l'ensemble des pensions qui sera bloqué jusqu'au 1er octobre 2015. Ce n'est pas supportable !

Cette politique libérale renforcée ne bénéficie qu'au grand patronat et aux gros actionnaires...

Elle conduit droit dans le mur, accroît les inégalités, casse les services publics, augmente le chômage...

Or les alternatives existent...

Pour cela il faut répondre aux besoins de justice sociale, de développement humain durable. C'est possible en s'attaquant aux profits colossaux des grands groupes, aux dividendes vertigineux versés aux actionnaires, en remettant en cause les plus de 200 milliards d'aides diverses versées aux entreprises sans contrepartie qui sont la vraie cause des déficits publics et dont l'utilité est nulle sur le plan économique.

- Augmenter les salaires, c'est juste et cela permet de se donner les moyens d'une véritable relance, équilibrée et pérenne, avec des investissements massifs pour la transition écologique.
- Rétablir la progressivité de l'impôt, lutter contre l'évasion fiscale, réorienter l'activité bancaire et réduire la domination de la finance et la spéculation.
- Développer les missions publiques, renforcer les services publics, c'est plus d'équité, de progrès social, de développement humain durable.

29 novembre : Manifestation
14H30 Place de la République
A l'appel de la CGT, de la FSU et de Solidaires